

Baccalauréats professionnels "Métiers de la mer"

E13 Économie – Gestion

Durée : 2 heures

L'usage de tout ouvrage de référence, de tout dictionnaire et de tout matériel électronique (y compris la calculatrice) est rigoureusement interdit.

Nota :

Dans le cas où un(e) candidat(e) repère ce qui lui semble être une erreur d'énoncé, il(elle) le signale très lisiblement sur sa copie, propose la correction et poursuit l'épreuve en conséquence. De même, si cela le (la) conduit à formuler une ou plusieurs hypothèses, il(elle) doit la(ou les) mentionner explicitement.

La copie rendue ne devra, conformément au principe d'anonymat, comporter aucun signe distinctif, tel que nom, signature, origine, etc. Si le travail demandé comporte notamment la rédaction d'un projet ou d'une note, il convient de s'abstenir de signer ou d'identifier le document.

Tourner la page

Page 1 sur 14

1^{re} QUESTION (valeur = 12)

1. (valeur = 6)

Répondre à l'aide des informations fournies dans l'annexe support 1.

1.1 (valeur = 1)

Citer les agents économiques soumis aux prélèvements obligatoires.

1.2 (valeur = 1)

Citer deux exemples de prélèvements obligatoires.

1.3 (valeur = 1)

Expliquer comment ces prélèvements obligatoires sont redistribués.

1.4 (valeur = 1)

Citer deux rôles des banques autres que celui d'accorder des prêts.

1.5 (valeur = 1)

Citer deux raisons pour les ménages d'épargner une partie de leurs revenus.

1.6 (valeur = 1)

Donner l'élément de la comptabilité nationale qui mesure la différence entre les exportations et les importations.

2. (valeur = 6)

Répondre à l'aide des informations fournies dans les annexes supports 2 et 3.

2.1 (valeur = 2)

Recopier sur la copie et compléter le tableau SWOT pour l'entreprise Renault.

Forces	Faiblesses
Opportunités	Menaces

2.2 (valeur = 1)

Expliquer pourquoi une décision stratégique va souvent de pair avec une prise de risque.

2.3 (valeur = 1)

Donner une définition du marché en économie.

2.4 (valeur = 1)

Expliquer pourquoi Renault n'est pas en situation de monopole.

2.5 (valeur = 1)

Donner un intérêt pour le consommateur, d'avoir de la concurrence dans un secteur d'activité.

2^e QUESTION (valeur = 8)

Sujet au choix du candidat

Indiquer le sujet choisi sur la copie (A ou B)

Sujet A - Pourquoi encadrer la relation entre employeur et salarié ?

Répondre à l'aide des informations fournies dans les annexes supports 4 et 5 (documents 1 et 2).

Vous allez être embauché(e) au sein d'une entreprise. Votre employeur vous convoque pour prendre connaissance de votre contrat de travail et du règlement intérieur de l'entreprise.

Vous expliquerez dans un développement structuré, les intérêts d'un cadre légal pour définir les relations salariés/employeurs.

En introduction, vous présenterez les principales sources réglementaires du travail.

Dans le développement, vous pourrez :

- Dans un premier temps, expliquer l'intérêt pour le salarié d'avoir un cadre réglementaire définissant les conditions de travail.
- Dans un deuxième temps, expliquer comment le droit donne des pouvoirs à l'employeur.

En conclusion, vous mettrez en évidence les conséquences éventuelles lorsque le cadre légal n'est pas respecté.

OU

Sujet B - Quels sont les intérêts et les limites du calcul du produit intérieur brut (PIB) ?

Répondre à l'aide des informations fournies dans les annexes supports 6 et 7 (documents 1 et 2)

Vous expliquerez dans un développement structuré les intérêts et les limites de cet indicateur économique.

En introduction, vous définirez les notions de valeur ajoutée et de produit intérieur brut.

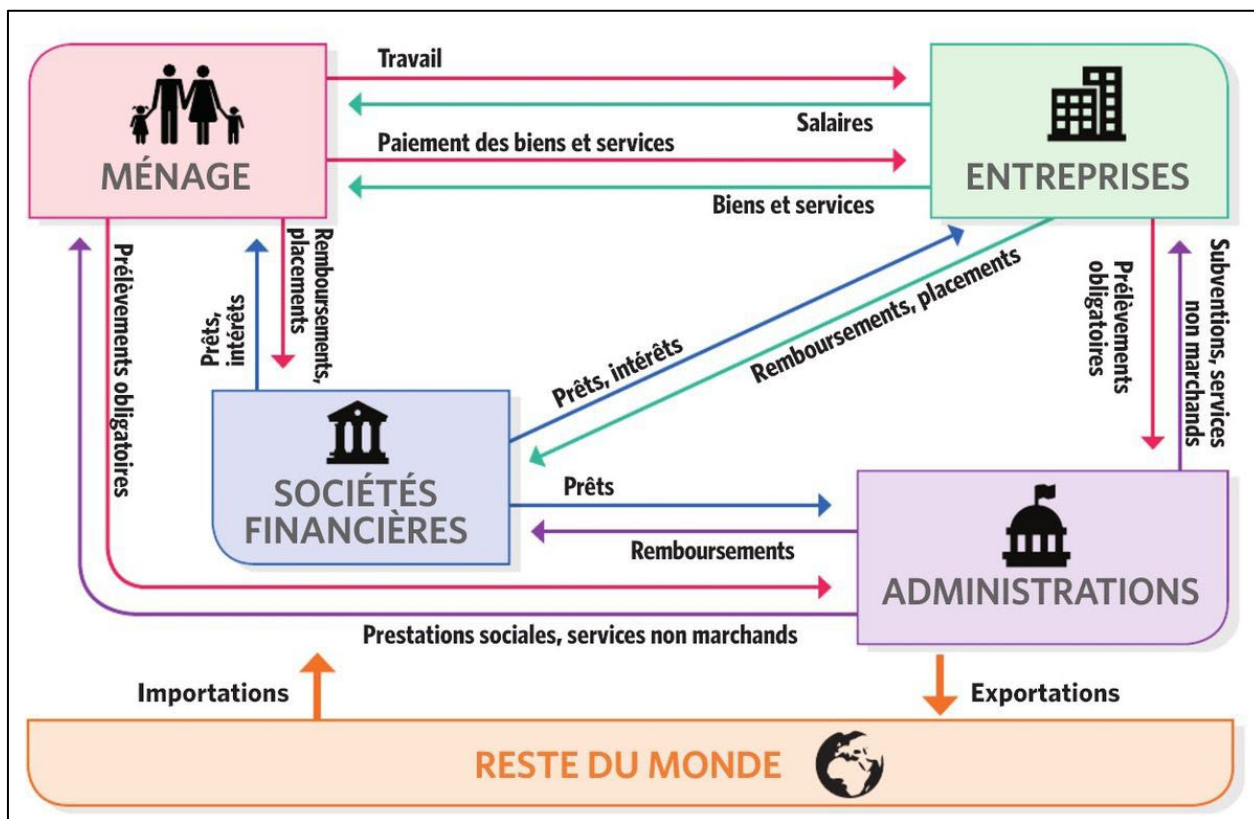
Dans le développement, vous pourrez :

- Dans un premier temps, expliquer l'intérêt de cet indicateur de richesse.
- Dans un deuxième temps, expliquer pourquoi cet indicateur n'est pas suffisant.

En conclusion, vous mettrez en évidence la nécessité d'avoir d'autres indicateurs.

ANNEXE SUPPORT 1

Ne doit pas être rendue avec la copie d'examen



Source : <https://ecogestionlpmontel.over-blog.com>

ANNEXE SUPPORT 2**Ne doit pas être rendue avec la copie d'examen**

Document 1 :

Qu'est-ce que le SWOT ?

Le SWOT est un outil d'analyse qui permet de mettre en avant les différentes stratégies possibles pour l'entreprise au regard de ses caractéristiques et du marché visé. Une décision stratégique engage l'organisation sur le long terme. Ce type de décision assure ou non l'avenir de l'organisation. C'est une décision unique, non réversible et complexe. SWOT est l'acronyme anglais de strengths, weaknesses, opportunities et threats. Ainsi, SWOT en français correspond à forces, faiblesses, opportunités et menaces.

Les forces et les faiblesses renvoient à l'environnement interne de l'entreprise tandis que les opportunités et les menaces renvoient à l'environnement externe à l'entreprise, c'est-à-dire le marché.

Source : <https://www.legalstart.fr/fiches-pratiques/business-plan/swot/>

Document 2 :

Exemple de Tableau SWOT

Forces	Faiblesses
Exemples : <ul style="list-style-type: none"> - Forte notoriété - Doublement du Chiffre d'affaires - Présence internationale - Prix accessibles... 	Exemples : <ul style="list-style-type: none"> - Diminution des ventes - Produit dépassé - Dépendance d'un marché...
Opportunités	Menaces
Exemples : <ul style="list-style-type: none"> - Changement de législation favorable - Faillite d'un concurrent - L'ouverture économique d'un nouveau pays... 	Exemples : <ul style="list-style-type: none"> - Changement de législation défavorable - Concurrents en forte croissance - Une baisse du pouvoir d'achat des consommateurs...

Tourner la page

ANNEXE SUPPORT 3

Ne doit pas être rendue avec la copie d'examen

L'entreprise Renault

Renault possède plusieurs marques automobiles connues et appréciées à travers le monde, notamment Renault, Dacia, Alpine et Lada.

Renault propose à ses clients une large gamme de véhicules, allant des voitures particulières aux camions en passant par les véhicules utilitaires. Cette diversification lui permet de s'adapter aux différents marchés et aux besoins des consommateurs.

Renault est fortement dépendant du marché européen, où elle réalise environ 60% de ses ventes totales. Cette dépendance peut la rendre vulnérable aux fluctuations économiques et politiques dans la région, ce qui peut entraîner une baisse de la demande de voitures neuves.

En outre, Renault dépend fortement de ses partenaires, notamment Nissan et Daimler, pour des aspects clés de son activité, tels que la production de moteurs et de transmissions. Cette dépendance peut rendre l'entreprise vulnérable aux changements de politiques et aux difficultés financières de ses partenaires.

Le potentiel du marché automobile indien ne laisse pas indifférent le constructeur : main d'œuvre qualifiée et moins chère, prise de conscience écologique en croissance, et augmentation de la demande de voitures « propres ».

Cependant, la concurrence est forte : des constructeurs automobiles spécialisés dans la fabrication des voitures « low cost », notamment le groupe « Tata » ayant lancé une nouvelle voiture très économique avec un prix très compétitif en Inde.

De plus, de nouvelles mesures fiscales ayant engendré une augmentation des prix de ventes des voitures de Logan dans ce pays.

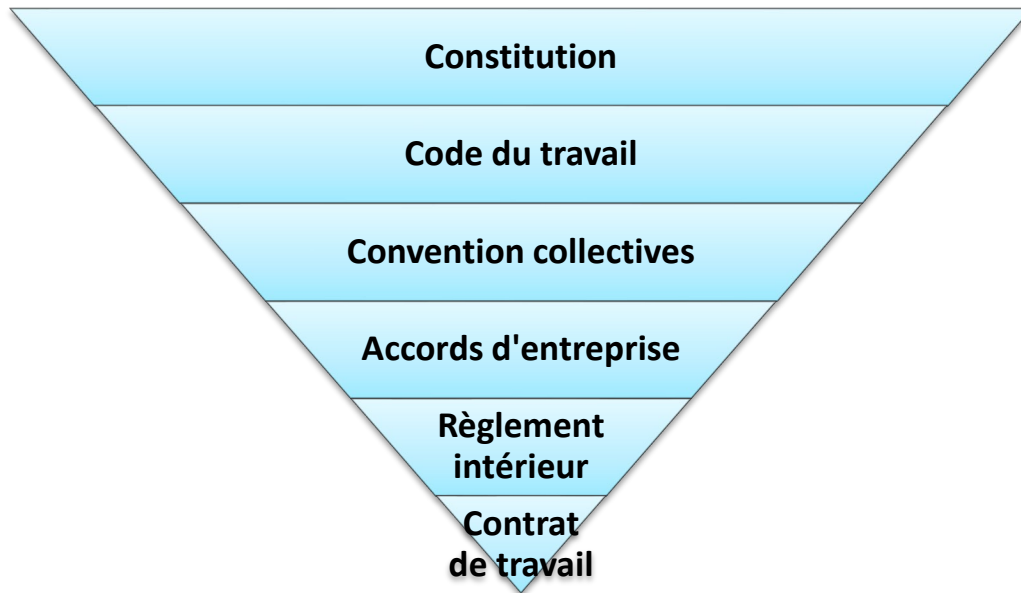
Sources : <https://www.managerocean.com/swot-renault/>

ANNEXE SUPPORT 4

Ne doit pas être rendue avec la copie d'examen

Document 1 :

La hiérarchie des sources en droit du travail



Document 2 :

- Le Code du travail.

Il constitue le minimum social en-dessous duquel aucune organisation ne peut descendre. Il est divisé en trois parties : Lois, Règlements, Décrets, chacune étant divisée en neuf livres.

- Les conventions et accords collectifs

Il s'agit d'accords négociés au niveau de l'entreprise ou de la branche professionnelle, entre organisations syndicales d'employeurs et de salariés. Ils portent sur les conditions de travail et d'emploi et les garanties sociales.

- Le règlement intérieur.

Il précise les règles qui s'appliquent au sein de l'entreprise en matière de discipline, de sanctions, d'hygiène et sécurité. Il s'impose à tout le personnel de l'entreprise.

Source : <https://www.legisocial.fr/vie-entreprise/sources-du-droit-du-travail>

ANNEXE SUPPORT 5 (1/2)

Ne doit pas être rendue avec la copie d'examen

Document 1 :

Au fait, à quoi ça sert le code du travail ?

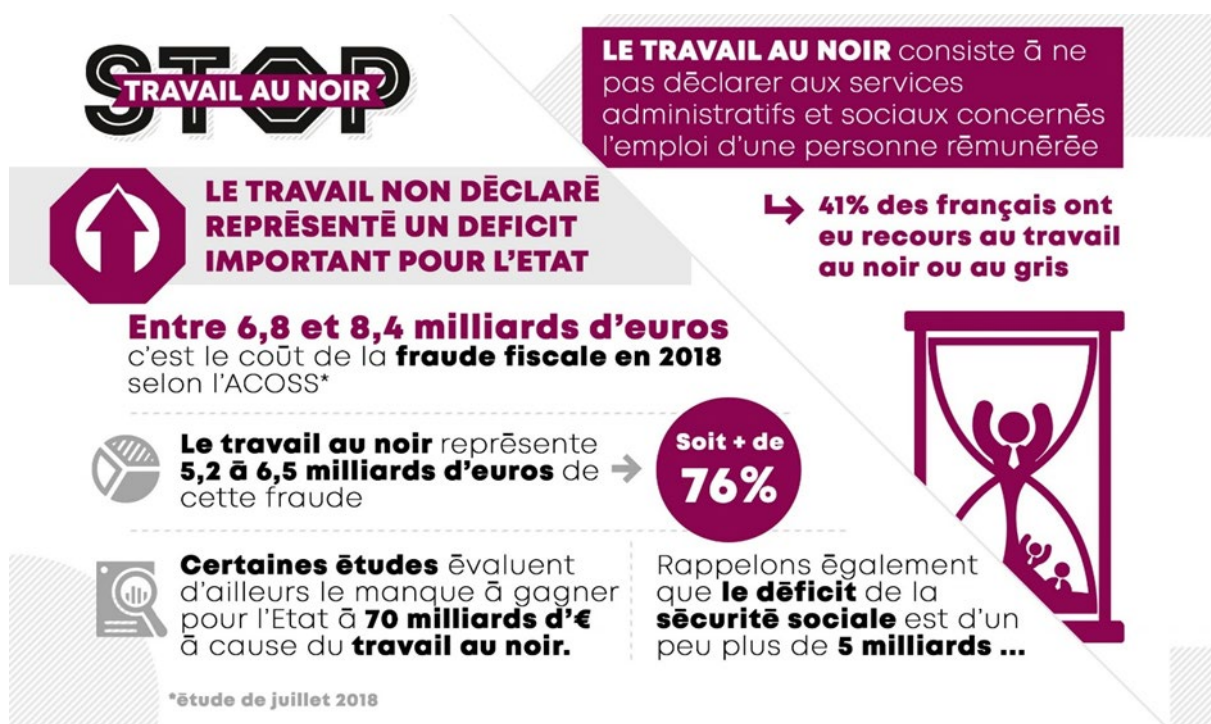
Le code ne fait pas que protéger les salariés. Il comporte toute une série de règles d'organisation de l'entreprise, et ouvre d'ores et déjà de larges espaces de flexibilité, notamment par accord d'entreprise. Cela concerne aussi bien les salaires (accords de maintien de l'emploi), le temps de travail (conventions de forfait, aménagement des 35 heures sur le mois ou l'année) ou le lieu de travail (accords de mobilité interne). Des facultés d'ailleurs assez peu utilisées, comme l'illustre notamment le faible nombre d'accords de maintien de l'emploi et de mobilité interne.

A cela, il faut ajouter que le code attribue d'importants pouvoirs au chef d'entreprise, à savoir un pouvoir réglementaire, un pouvoir de direction et un pouvoir disciplinaire. Il est par exemple tout à fait exceptionnel qu'une personne privée possède, comme c'est le cas du chef d'entreprise, un pouvoir de sanction sur une autre personne privée, ici le salarié, sans avoir besoin d'un recours préalable au juge. Autant dire que le code du travail n'est pas ce carcan que l'on décrit trop souvent.

Source : Pascal Lokiec , Alternatives Économiques

ANNEXE SUPPORT 5 (2/2)

Document 2 :



Source : <https://www.fedesap.org>

Tourner la page

Page 11 sur 14

ANNEXE SUPPORT 6

Ne doit pas être rendue avec la copie d'examen

Document 1

Définition et rôle du PIB

Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur produit par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Il permet de mesurer la production de richesse à l'intérieur d'un pays. Le PIB correspond à la somme de toutes les valeurs ajoutées produites sur un territoire par l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire. Au fil du temps, le PIB s'est imposé comme le principal instrument de mesure de l'activité économique d'un pays. Si le PIB renseigne sur la richesse d'un pays, sa variation permet de mesurer le taux de croissance économique sur une période donnée. La Valeur ajoutée peut être calculée par l'opération Chiffre d'affaires – Consommations intermédiaires

Les consommations intermédiaires représentent tous les achats de biens et de services qui sont transformés ou consommés lors du processus de production (fournitures, matières premières, énergie...).

Le PIB permet d'avoir une idée de la situation économique d'un pays. Calculé ou prévu par des gouvernements, des organismes de statistiques, des banques centrales ou des organisations internationales, il aide à établir les politiques publiques.

Il joue un rôle important dans les prises de décisions et l'élaboration des politiques économiques.

La variation à la hausse du PIB d'une année sur l'autre permet de situer le taux de croissance économique du pays. À l'inverse, une diminution du PIB constate la décroissance de l'économie.

Un pays avec un PIB élevé est généralement jugé comme plus prospère qu'un pays avec un PIB plus faible.

Le PIB par habitant correspond au PIB d'un pays divisé par son nombre d'habitants. Très apprécié des économistes, on l'utilise pour estimer le niveau de vie bien qu'il ne tienne pas compte de la diversité d'une population sur le plan de la richesse.

Bon à savoir : au niveau de l'Union européenne, la fameuse règle limitant le déficit budgétaire des pays membres à 3% l'an fait référence à 3% du PIB.

Source <https://www.capital.fr/economie-politique>

ANNEXE SUPPORT 7 (1/2)

Ne doit pas être rendue avec la copie d'examen

Document 1 :

Les limites du PIB

En quoi le recours excessif au PIB génère-t-il des non-sens et des paradoxes ? D'une manière générale, tout ce qui peut se produire et se vendre avec une valeur ajoutée monétaire va gonfler le PIB et la croissance, que ce soit ou non bénéfique au bien-être individuel et collectif. Ainsi la destruction organisée des forêts tropicales pour y planter du soja transgénique ou des végétaux destinés aux agro-carburants est bonne pour le PIB des pays concernés et pour le PIB mondial.

Pour caricaturer, nous pourrions très bien nous retrouver un jour avec un " gros " PIB, un très fort taux de croissance et un nombre extrêmement élevé de morts par incivilités, dans une société totalement atomisée, avec des conditions de travail considérablement dégradées, un patrimoine naturel dévasté, etc.

De nombreuses activités qui contribuent au bien-être ne sont pas comptées dans le PIB, comme le bénévolat ou le travail domestique. Pourtant, ces activités sont extrêmement importantes pour le développement et la pérennité de notre société, mais également pour notre épanouissement personnel. Le PIB ignore également le fait que les citoyens ont une espérance de vie plus longue, un niveau d'instruction plus élevé, etc. Enfin, il est indifférent aux inégalités, à la pauvreté, à la sécurité économique, etc., qui sont pourtant des dimensions du bien-être à l'échelle d'une société.

Source : <https://www.alternatives-economiques>

ANNEXE SUPPORT 7 (2/2)

Document 2 :

L'indice de développement humain : sur quoi se base-t-il ?

L'indice de développement humain se mesure à partir de trois critères principaux : le produit intérieur brut (PIB) par habitant, l'espérance de vie des citoyens d'un Etat et le niveau d'éducation mesuré à partir de 15 ans et plus. Depuis 1990, il remplace le PIB qui occultait largement le niveau d'épanouissement individuel et collectif pour ne se focaliser que sur des critères économiques. En faisant entrer l'éducation et l'espérance de vie de la population dans sa grille de lecture, cet indice de mesure permet d'être plus précis dans l'analyse du développement des Etats. Depuis 2011 et le rapport sur le développement humain, cet indice statistique a été amélioré pour devenir l'IDHI : l'indice de développement humain ajusté selon les inégalités. Plus méthodique encore, il favorise une meilleure appréhension des inégalités entre les Etats du monde et permet d'adopter une meilleure stratégie de politique mondiale en faveur de l'éducation et du bien-être social.

Source : <https://www.alternatives-economiques>